

# Des synergies au service des entreprises

## Les Journées de l'économie 2010 sont placées sous le signe du développement durable et de la Grande Région

Et si le surplus de croissance, de préférence durable, dont le pays a besoin pour repartir du bon pied était à nos portes?

MARC FASSONE

Tout les participants à la première journée coorganisée par PwC Luxembourg, le ministère de l'Économie, la Chambre de commerce et la Fedil en étaient convaincus, le chemin de la croissance passe par la Grande Région.

«La croissance économique durable, c'est ce que nous recherchons et ce dont nous avons besoin actuellement. Cette croissance durable sera la clef de voûte de la tripartite, avec trois piliers: l'équilibre budgétaire, la compétitivité et

l'équilibre des régimes des pensions», souligne Pierre Gramegna, le directeur de la Chambre de commerce, pour qui «la crise a changé la donne, le tout-secteur financier, c'est fini».

Le gouvernement s'est fixé six secteurs prioritaires pour la diversification de l'économie: les biotechnologies, les télécommunications, la logistique, la recherche et le développement, le tourisme et les éco-technologies. Des secteurs dans lesquels les autres parties de la Grande Région - Lorraine, Wallonie, Rhénanie-Palatinat et Sarre - sont également présentes.

Et Pierre Gramegna de relever le cas des clusters (grappes technologiques ou pôles d'excellence, comme on peut également les nommer). «Les clusters santé et matériaux sont présents dans tous les territoires composant la

Grande Région, et le cluster logistique est présent dans trois sur cinq.» Preuve que les préoccupations et les visions d'avenir sont communes.

Ce qui n'est pas une surprise pour le directeur de la Chambre de commerce, qui ne voit que fort peu de différences au sens économique du terme entre ces cinq régions qui pourraient former un tout. Et si l'on part du principe que l'Union monétaire, convenablement encadrée, entraîne une spécialisation des régions, voici les secteurs constitutifs de cette Grande Région, une région dont la croissance serait endogène.

### LA CINQUIÈME LIBERTÉ

De fait, des liens existent déjà. Entre les entreprises et les Chambres de commerce, bien sûr.

«Malgré l'existence de frontiè-

res et des droits différents d'un pays à l'autre», Pierre Gramegna souligne la cohérence de cet ensemble dont le PIB est de 300 milliards d'euros (3,4% du PIB de l'Union européenne), qui compte 11 millions de personnes et 6 millions de travailleurs, 335.000 entreprises, 15 universités et 325.000 étudiants. Et dont le niveau de consommation transfrontalière atteint 3 milliards d'euros.

Un grand bassin d'emploi, mais aussi de commerce et de recherche, synthétise Serge Allegrezza, directeur du Stattec et de l'Observatoire de la compétitivité.

«Les quatre libertés posées par l'Union européenne fonctionnent à plein», reprend Pierre Gramegna: «D'abord, la liberté de circulation des individus, dans une région qui compte 220.000 frontaliers dont les trois quarts conver-

gent vers le Luxembourg.» Parlant de la liberté de circulation des capitaux, il rappelle que «les trois quarts des créations d'entreprises, spécifiquement les PME, sont au Luxembourg le fait d'étrangers, provenant majoritairement de la Grande Région».

«Quant à la liberté de circulation des biens et des services, on la constate tous les jours.» Mais il est une «cinquième liberté», récente, qui fait rêver: la liberté de la connaissance, pour laquelle la Grande Région pourrait servir de prototype.

25.000 chercheurs sont présents dans la Grande Région. Un volume comparable à celui de Boston, ville réputée pour ses activités de recherche.

Si le potentiel pour une croissance durable est là, il reste désormais à trouver les synergies qui permettront de libérer tout ce potentiel.